

## Fiche AFOM Occitanie OS-E : « Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air »

	<i>Positif</i>	<i>Négatif</i>
<i>Interne</i>	<p><b>Atouts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il existe une dynamique des acteurs autour de la transition agro-écologique (GIEE et autres groupements collectifs, intégration de critères de durabilité et de santé humaine dans les SIQO, développement de normes privées de durabilité notamment par les distributeurs et transformateurs), paiements pour services environnementaux qui sont testés en Occitanie depuis 2019 par les agences de l'eau, contrats de filières, etc.). Sur le territoire, les industries agroalimentaires font des efforts pour réduire leurs impacts sur les ressources, notamment sur l'eau.</li> <li>L'agriculture biologique est ancrée dans le territoire.<sup>i</sup> La certification est sur une dynamique forte (HVE). Les pratiques durables se développent (HVN<sup>ii</sup>, agro écologie, semis direct sans labour, 1<sup>er</sup> territoire GIEE, PEFC, FSC, etc).</li> <li>La forêt et sa gestion jouent un rôle majeur pour la qualité des ressources eau air sol (38% du territoire est forestier en Occitanie).</li> <li>L'importance des surfaces pastorales et herbagères en région est un atout pour la préservation des ressources eau, air, sol.</li> <li>La présence forte sur le territoire d'opérateurs hydrauliques de taille significative permet des actions collectives concertées sur les questions quantitatives et qualitatives de l'eau. Les ressources sont bien structurées au travers de différents aménagements. L'Occitanie dispose d'un réseau développé d'irrigation. Des dynamiques collectives importantes favorables à la préservation des ressources existent.</li> <li>L'Occitanie dispose d'un fort réseau de conseil, de recherche et d'expérimentation. Montpellier est le 1<sup>er</sup> pôle universitaire de recherche sur l'agro écologie.</li> </ul>	<p><b>Faiblesses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La qualité des eaux souterraines et superficielles reste dégradée notamment du fait de la présence de produits phytosanitaires.<sup>iii</sup></li> <li>L'agriculture est dépendante de ressources non renouvelables (perte irrémédiable de ressources, telle que le sol), bien que cela soit variable en fonction des systèmes.</li> <li>Les inquiétudes et/ou résistances face aux évolutions attendues des modes de production persistent (enjeu de l'accompagnement agronomique, du conseil, et de la formation par des organismes indépendants et de la structuration de filières pour sécuriser la transition) dans un contexte de baisse et vieillissement de la population agricole et de difficultés économiques des exploitants.<sup>iv</sup></li> <li>Il existe un problème de rémunération et de sécurisation (assurance, marché, etc), tant par le marché que par la puissance publique, pour le développement et le maintien des systèmes agricoles durables.</li> <li>Des incertitudes et freins techniques sur les alternatives à certains produits/systèmes perdurent (enjeu de la recherche, de l'innovation et du transfert) (ex. agriculture de conservation sans herbicides).</li> <li>Malgré la présence d'opération « test » réussies en région, du succès des projets PEI et de l'émergence de projets innovants<sup>v</sup>, la capitalisation et le déploiement des bonnes pratiques est faible.</li> <li>Peu de données sur la qualité du sol et de l'air, utiles à la gestion des exploitations agricoles, sont disponibles et/ou accessibles.</li> </ul>
	<p><b>Opportunités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des politiques publiques (certaines mesures de la PAC, MAEC, soutien à l'agriculture biologique, soutien à la modernisation des exploitations, le projet agro-écologique, etc.) soutiennent de nouvelles pratiques agricoles et rendent plus efficaces les pratiques. Ces politiques représenteront une opportunité si elles sont maintenues et renforcées dans la prochaine PAC.</li> <li>La convergence d'un mode de production des systèmes vertueux (baisse des intrants) et d'un mode de production privilégiant le local (baisse du transport) représente un potentiel régional important qui commence à se concrétiser.</li> <li>Dans le domaine de l'eau, les instances de concertation et de décisions présentes sur le territoire permettent une gouvernance au service d'une concentration des actions.<sup>vi</sup></li> <li>Une filière légumineuse économe en intrants se développe et se structure sur le territoire.<sup>vii</sup></li> <li>La multiplicité des SIQO et des marques donnent la possibilité d'inscrire dans les cahiers des charges des pratiques favorables à l'environnement.<sup>viii</sup></li> </ul>	<p><b>Menaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En raison d'une croissance démographique importante, en Occitanie l'artificialisation croissante des terres progresse et réduit les terres disponibles pour l'agriculture.<sup>ix</sup></li> <li>Les conflits d'usage des ressources (ex : sol, eau) sont très forts en Occitanie.<sup>x</sup></li> <li>Le changement climatique va accroître le besoin en eau et l'érosion des sols voire la désertification (pression sur les ressources) ; il risque de diminuer le stockage du carbone dans les sols et d'augmenter l'usage des pesticides pour combattre l'augmentation des ravageurs et pathogènes.</li> <li>Les facteurs pédo climatiques propres à l'Occitanie peuvent freiner le changement de pratiques (par ex les fortes températures rendent difficile la mise en place de couvert permanent). Le déficit en eau met en péril les exploitations, voire les filières, et freine le développement de pratiques agro-écologiques.</li> <li>La diminution de l'élevage pourrait entraîner une érosion des prairies, estives, landes, garrigues et bois pâturés porteurs de bénéfices environnementaux.</li> <li>L'existence de nombreuses mesures de soutien ne rend pas lisible le cap politique, voire peuvent sembler contradictoires entre elles.</li> <li>Il existe peu de stratégie et de dispositifs pour préserver les ressources air et sol.</li> <li>Le budget de la PAC dédié à la préservation des ressources est inadapté au regard des enjeux.</li> </ul>

## Diagnostic PSN

---

- <sup>i</sup> Memento de la statistique agricole 2109 Agreste : 8 161 producteurs engagés en bio (10,4% des exploitations agricoles d'Occitanie et 25,3% des exploitations Bio françaises) pour 401 972 ha de surfaces agricoles bio, soit 13 % de la SAU régionale.
- <sup>ii</sup> RAMO LR et MP 2018 : HVN = 38% de la SAU.
- <sup>iii</sup> 54% des masses d'eau superficielles n'ont pas atteint le bon état écologique, selon les états des lieux des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) réalisés en 2013-2014. Diagnostic Etat des lieux régional sur l'eau en Occitanie. Juin 2017
- <sup>iv</sup> Revenu moyen par actif agricole inférieur de 37% à la moyenne nationale. SRADDET/SRDEII
- <sup>v</sup> Rapports annuels de mise en œuvre LR et MP 2018
- <sup>vi</sup> Diagnostic Etat des lieux régional sur l'eau en Occitanie. Juin 2017
- <sup>vii</sup> <https://www.fileg.org/>
- <sup>viii</sup> AGRI'SCOPIE 2019 Occitanie : L'Occitanie se classe 1ère région française, autant pour le nombre de produits sous SIQO et que pour la part des exploitations agricoles engagées.
- <sup>ix</sup> SRADDET
- <sup>x</sup> Diagnostic Etat des lieux régional sur l'eau en Occitanie. Juin 2017